

CRÉATION D'EMPLOIS

Des mesures incitatives dans la loi de finances complémentaire 2009

La loi de finances complémentaire pour 2009, en préparation, inclut des incitations fiscales et parafiscales pour la création de postes d'emploi supplémentaires.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Il s'agit d'abattements fiscaux et autres mesures incitatives, en cours d'examen, selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, s'exprimant hier en marge de la 71^e session du conseil d'administration de l'Organisation

arabe du travail (OAT) dont il a été élu président. Tayeb Louh a confirmé la politique d'attraction de l'investissement «générateur d'emplois» dans des secteurs qui restent «vierges».

Cela même si le ministre du Travail a affirmé être dans l'ignorance d'une quelconque remise en cause

des directives du Premier ministre en matière d'investissement et de commerce extérieur. Pour Tayeb Louh, le gouvernement entend poursuivre, durant les mois prochains, les politiques de stimulation de l'attractivité aux investissements, la réalisation des grands projets infrastructurels grands demandeurs de main-d'œuvre, le soutien à la création des petites et moyennes entreprises et l'appui incitatif fiscal et parafiscal aux entrepreneurs qui recrutent. D'autant plus que l'exécutif, conforté par un taux de chômage officiel de 11,3%, est appelé à concrétiser l'objectif présidentiel de création de trois millions d'emplois, à l'horizon 2013, qui seront certainement comptabilisés parmi ou en sus des 5,5 millions de postes que les pays de la zone arabe ambitionnent de créer durant la prochaine décennie (2010-2020).

En relevant, selon le directeur général de l'OAT, Ahmed Hamed Lokman, que le taux de chômage dans le monde arabe avoisine les 14% (27 millions de chômeurs) et que l'objectif est de le réduire de moitié durant la prochaine décennie. Ce qui, avec les 3,5 mil-



Photo : Samir Sid

lions d'emplois créés durant la période 2002-2007, l'engagement d'une politique d'attractivité de l'investissement et de préservation et qualification de la main-d'œuvre arabe et la mise en œuvre de mesures préventives, devrait permettre à ces pays de développer leur résistance à la crise économique mondialisée.

Une crise dont l'impact diffère selon les pays, affecte

tant peu ou pas certains d'entre eux.

Voire, cette crise se serait traduite par une hausse de 2 à 3% du taux de chômage si ces pays, dont l'Algérie, n'avaient pas pris des mesures préventives et incitatives.

Abordée lors de cette 71^e session de l'instance exé-

cutive de l'OAT, la problématique de la crise économique mondiale et le monde arabe sera soulevée lors de la participation de cette organisation aux travaux de la 98^e session de la conférence internationale du travail, qui se dérouleront du 3 au 19 juin 2009 à Genève en Suisse.

C. B.

MÊME SI L'EXPERTISE QUALIFIÉE LOCALE MANQUE PARFOIS

La priorité est toujours à la main-d'œuvre nationale

La priorité est toujours donnée à la main-d'œuvre nationale, a assuré hier le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, dans les projets de réalisation confiés aux opérateurs étrangers.

Selon Tayeb Louh, le recrutement de la main-d'œuvre nationale est obligatoire pour les entreprises étrangères. Tout en estimant que la main-d'œuvre étrangère, dont celle arabe, ne représente actuellement que 45 000 travailleurs, un pourcentage «dérisoire». Tayeb Louh a néanmoins précisé que le recours aux étrangers reste incontournable dans des domaines d'expertise technique où le personnel algérien qualifié manque. Toutefois, l'entreprise étrangère doit assurer et former une relève nationale, dès l'achèvement du projet, insiste Tayeb Louh.

C. B.

COMMUNIQUÉ DE LA DIRECTION DU JARDIN D'ESSAI

Au vu de l'affluence considérable qu'a connue le jardin dès son ouverture, notamment lors des journées des lundi et jeudi, et dans le souci de préserver le jardin qui, il faut le souligner, est un jardin botanique avant d'être un espace vert public, il a été décidé les modifications suivantes dans l'organisation interne. Ces dernières pourraient être adaptées en fonction de l'évolution future de la situation.

Journées d'ouverture :

Dimanche, mardi, mercredi, jeudi : grand public.

Lundi : visites de groupes (scolaires, associations de jeunes, œuvres sociales), groupes d'au moins 15 enfants, accompagnés, sur rendez-vous (une semaine à l'avance).

Vendredi : chercheurs et universitaires, visites professionnelles sur rendez-vous (une semaine à l'avance).

Samedi : fermeture.

Horaires d'ouverture

De 10h à 19h (horaires d'été) et de 10h à 17h (horaires d'hiver).

Le zoo ouvre de 11h à 17h (horaires d'été) et de 11h à 16h (horaires d'hiver).

La direction se réserve le droit de fermer temporairement le jardin et/ou le zoo dans les cas suivants :

- Intempéries ou vents violents
- Affluence trop importante par rapport à ses capacités d'accueil
- En cas de danger particulier (rencontres sportives).

Il est interdit de faire pénétrer de la nourriture, sous quelque forme que ce soit, de faire du jogging, d'introduire des animaux ou des oiseaux en cage.

Quotidien national d'information générale

RECRUTE

pour sa rédaction centrale basée à Alger :

1- Des journalistes expérimentés

2- Des diplômés universitaires maîtrisant parfaitement la langue française.

Envoyez votre CV et lettre de motivation à l'adresse électronique suivante : Journalrecrute@yahoo.fr

N. B. : il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

SELON TAYEB LOUH À PROPOS DU SALAIRE : Le minimum est toujours de 12 000 DA sauf si ...

Le salaire minimum est de 12 000 DA pour tout travailleur salarié contractuel. Il n'y a aucune exception et toute infraction sera réprimée selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh.

Sauf cependant dans le cas de contrats de travail d'une durée inférieure à 8 heures, concernant des travailleurs qui exercent deux métiers différents par jour. Une entorse permise par la législation et la réglementation pour certains travailleurs salariés d'entreprises ou de l'administration.

C. B.

GRÈVE DES CHAUFFEURS DE TAXI À ORAN

«Nous ne voulons plus dépendre des moudjahidine et de leurs licences»

Selon M. Kandsi Djilali, président du bureau syndical d'Oran de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens) section taxi, «pas moins de 4 000 chauffeurs de taxi ont participé à cette grève qui a eu lieu, comme prévu, ce 9 mai 2009».

«Du jamais-vu», commente un ancien chauffeur de taxi que nous avons rencontré près du siège de la radio d'Oran, stationnant son véhicule, le néon couvert.

Effectivement, selon nos constatations sur le terrain, en particulier dans

la zone limitrophe au siège de la radio, la grève, dans son premier jour, a été bien suivie.

Dans cette zone, les trottoirs étaient occupés par des centaines de chauffeurs de taxi qui ont décidé, d'une manière pacifique, d'exprimer aux autorités locales leur mécontentement.

«C'est la misérable situation faite de précarité qui caractérise de plus en plus notre métier qui nous a ainsi, cette fois-ci en particulier, regroupé pour revendiquer en masse nos droits.

Nous ne voulons pas dépendre éternellement des moudjahiddine et de leurs licences», dira un autre chauffeur de taxi qui est à la recherche depuis trois ans d'une licence d'ancien moud-

jahid pour bénéficier d'un numéro de taxi, mais en vain.

Aucun incident n'a été signalé dans la matinée, la police a préféré surveiller de loin les chauffeurs de taxi et n'est intervenue que pour délocaliser quelques chauffeurs de taxi mal stationnés ou qui gênaient la circulation.

Selon des responsables syndicaux, des pourparlers ont débuté entre les responsables des bureaux de wilaya de l'UNAT (Union nationale des taxieurs algériens) et de l'UGCAA et la Direction des transports au niveau du siège de cette dernière afin d'aboutir à un accord.

Ben Aziz